

La « guerre des manuels » en Russie

par Korine Amacher

Entre 1990 et 2020, tout a changé en Russie, en particulier les manuels d'histoire. De la perspective libérale pro-occidentale à la réhabilitation rampante de Staline : comment enseigner l'histoire dans la Russie contemporaine ?

« Ah ! Mais c'est le manuel d'histoire que j'utilisais avec mes élèves ! », s'exclama un jour à la bibliothèque Lénine¹ une dame déjà âgée qui passait à côté de ma table de travail, heureuse de pouvoir partager avec moi ses lointains souvenirs d'enseignante.

« Vous savez, continua-t-elle, durant les années 1990, la vie était difficile. Mais d'un autre côté, il y avait une grande liberté de pensée et on pouvait proposer plusieurs points de vue aux enfants. Le pouvoir n'avait pas le temps de s'occuper de l'enseignement de l'histoire, il avait assez d'autres problèmes. Vous pensez quoi de ce manuel ? C'était un des plus utilisés. Aujourd'hui, tout a changé. »

Les années de « liberté de l'histoire »

Cette enseignante à la retraite a raison : entre les années 1990 et 2020, « tout a changé » en Russie. Or cela concerne également les manuels d'histoire, qui ont fait l'objet d'innombrables polémiques durant de nombreuses années, à tel point que l'on a parlé d'une « guerre des manuels ». Celle-ci a opposé les partisans d'une éducation patriotique à ceux et celles, historiens,

¹ Nom informel de la Bibliothèque russe d'État à Moscou.

journalistes ou enseignants, qui refusent toute utilisation politique de l'histoire et estiment que le pouvoir n'a pas à se mêler de l'écriture du récit historique scolaire.

Or le pouvoir russe s'intéresse à l'enseignement de l'histoire, dont la mission, estime-t-il, est de transmettre aux enfants un système de valeurs et de forger leur regard sur le passé, mais aussi sur le présent. Et c'est le ministère de l'Éducation de la Fédération de Russie qui « recommande » certains manuels, après expertise².

Les premiers manuels d'histoire russe de l'époque postsoviétique apparaissent en 1992, mais c'est à partir de 1994 que le marché prend son véritable essor, lorsque le ministère de l'Éducation autorise la publication de plusieurs manuels d'histoire différents pour les mêmes classes. L'idée qu'il puisse y avoir un manuel unique, ou plutôt une vision unique de l'histoire, comme à l'époque soviétique, semble alors définitivement rejetée.

Ce sont des années de « liberté de l'histoire » dont cette enseignante croisée à la bibliothèque Lénine se souvient avec nostalgie. En 2002, environ 70 manuels autorisés par le ministère de l'Éducation pour toutes les classes sont en circulation. En réalité, en dépit de cette offre élargie, le regard sur le passé est assez homogène : la majorité des manuels d'histoire des années 1990 reflètent le rejet, par la Russie d'alors, du paradigme marxiste au profit du modèle libéral et pro-occidental. D'une façon générale, la violence révolutionnaire et l'extrémisme, représentés au XIX^e siècle par les terroristes et au début du XX^e siècle par les bolcheviks, sont rejetés au profit des réformes, présentées comme la seule méthode acceptable de transformation de la société.

Quant à Staline, aucun auteur ne se risque à le défendre dans l'atmosphère antistalinienne de cette période. Le terme « totalitarisme » est d'ailleurs couramment utilisé pour qualifier le régime stalinien et, de ce point de vue, on perçoit aisément une convergence entre la vision de l'histoire proposée dans les manuels et celle défendue par le pouvoir pro-occidental de Boris Eltsine.

Le Christ et le tsar

L'évolution des manuels d'histoire reflète celle de la Russie postsoviétique. Peu à peu, l'unanimité que l'on perçoit tant dans le récit scolaire que dans les discours du pouvoir russe et dans les médias se fissure. Au milieu des années 1990, la Russie traverse une crise sociale et

² Au sujet de la procédure des expertises des manuels, cf. http://273-фз.пф/akty_minobrnauki_rossii/prikaz-minobrnauki-rf-ot-05092013-no-1047. La procédure des expertises des manuels fait souvent l'objet de polémiques, en raison notamment de son manque de transparence. Cf. par exemple <http://www.sib-science.info/ru/ras/akademiki-utochnili-kuda-vpadaet-vo-18042018> et <https://theins.ru/opinions/140359>. En mars 2019, le ministère de l'Éducation a annoncé vouloir mettre en place de nouvelles règles pour les expertises des manuels : <https://rg.ru/2019/03/20/minprosveshcheniia-anonsirovalo-novyj-poriadok-ekspertizy-uchebnikov.html>.

économique profonde, qui atteint son pic en 1998 : hausse des prix, salaires et retraites impayées, dévaluation des épargnes, instabilité, pertes de garanties sociales, corruption généralisée, accaparement des richesses par une minorité. Les valeurs occidentales, libérales et démocratiques, sur lesquelles l'équipe de Boris Eltsine a fondé sa légitimité, ne fonctionnent plus.

Désormais, il s'agit plus tant de délégitimer le système soviétique pour mieux légitimer un système libéral et pro-occidental, que de proposer à une population plongée dans les difficultés quotidiennes, sinon un futur radieux, du moins un passé glorieux. Les festivités organisées en 1995 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « Victoire », avec une pompe oubliée depuis le début de la perestroïka, en témoignent.

Signe des temps, à la fin des années 1990, de nouveaux manuels consacrés à l'histoire impériale russe sont publiés (par exemple *Histoire de la Russie au XIX^e siècle* d'Alexandre Bokhanov). violemment antioccidentaux, ils font l'apologie du tsarisme : les tsars sont dépeints comme des hommes généreux, justes, courageux, excellents militaires, profondément religieux, mais aussi comme des pères et des maris aimants, des travailleurs infatigables. L'Empire de Russie, estiment les auteurs, doit être guidé par une main forte, secondée par une Église orthodoxe qui explique au citoyen de son pays « combien il est important dans la vie de suivre les commandements du Christ ».

Les opposants au tsarisme sont (des plus modérés, comme les décembristes de 1825, au plus radicaux, comme les bolcheviks) représentés comme des ennemis de l'État russe, des traîtres à la patrie, soumis à la pernicieuse influence de l'Occident. Le portrait de Lénine, « qui ne croyait pas en Dieu », « ne s'intéressait pas à l'histoire de la Russie, qui lui semblait 'ennuyeuse' », et connaissait mal Pouchkine, est suivi de celui du prêtre et prédicateur Jean de Cronstadt, décrit comme l'un de « nos plus célèbres compatriotes » et érigé en modèle pour les écoliers.

Ces manuels constituent certes une minorité dans le flot de ceux qui sont alors écoulés sur le marché scolaire. Toutefois, ils cristallisent jusqu'à la caricature le rejet d'un Occident dont il convient à nouveau de se protéger, et marquent le retour de l'image d'une Russie orthodoxe dont la civilisation est supérieure à celle, matérialiste et individualiste, de l'Occident – une Russie qui ne peut se maintenir puissante que grâce à un pouvoir autoritaire.

De Staline à Poutine

Dès son arrivée à la tête du pays, en 2000, Vladimir Poutine se présente comme le restaurateur de la tradition d'un État russe fort. Le nouveau président manifeste rapidement de l'intérêt pour les manuels d'histoire. Ceux-ci, explique-t-il, « doivent susciter chez l'écolier un sentiment de fierté vis-à-vis de son histoire et de son pays ». En 2003, la mention « recommandé par le ministère de l'Éducation » est retirée au manuel d'histoire soviétique d'Igor Doloutski,

qui qualifie le régime stalinien de « terroriste », compare Staline à Ivan le Terrible et évoque une « occupation » soviétique des Républiques baltes durant 50 ans, une interprétation que le pouvoir russe a toujours rejetée.

Désormais, les grands axes de la politique stalinienne sont de plus en plus souvent évoqués – dans les médias officiels notamment – sur le mode de la justification. Le pic de la réévaluation positive de Staline est atteint en 2007, avec la publication de manuels d'histoire faisant partie d'un projet d'élaboration de nouveaux standards d'éducation au niveau fédéral et comprenant un manuel méthodique pour les enseignants. La violence politique, les répressions staliniennes, la famine des années 1932-1933, la Terreur de 1937-1938 y sont présentées comme des « déformations » inévitables de la « modernisation forcée » du pays, grâce à laquelle l'URSS a pu vaincre l'Allemagne nazie.

Au même moment, de nombreux signes font craindre une réhabilitation officielle de Staline. En 2009, par exemple, une inscription en l'honneur de Staline est restaurée dans la station de métro Kourskaïa à Moscou : « Staline nous a élevés dans la foi en le peuple, il a inspiré notre travail et nos exploits. »³ Un travail très efficace a lieu dans le camp opposé à cette réhabilitation rampante de Staline – un camp très large, comptant des historiens, des intellectuels, des enseignants, des universitaires, des journalistes, mais aussi l'Association Memorial. Leurs nombreuses publications sur le stalinisme, leurs prises de position, durant conférences et colloques, mais également dans les médias, ont empêché cette vision de triompher⁴.

Quant aux manuels d'histoire, la plupart continue à mettre en avant les aspects sombres du régime soviétique – en particulier la collectivisation forcée et la terreur stalinienne –, même si au fil des rééditions, l'accent est de plus en plus placé sur les réussites – militaires, techniques et scientifiques – du régime soviétique, et de moins en moins sur les pertes humaines engendrées par ces « réussites ».

Alors que l'Occident tend souvent à réduire l'URSS au stalinisme et au totalitarisme, les manuels d'histoire russe entendent souligner que l'histoire de l'URSS ne se résume pas aux répressions staliniennes et qu'elle comporte de nombreux aspects glorieux dont les enfants peuvent être fiers. En cela, les manuels répondent bien à l'injonction du pouvoir russe.

³ Il s'agit des paroles de l'ancien hymne soviétique de 1944, qui avaient disparu de l'hymne soviétique, modifié en 1977.

⁴ Voir notamment la collection « Histoire du stalinisme » des éditions Rosspen, qui comprend une centaine de volumes.

Un ou plusieurs manuels ?

C'est dans ce contexte de multiplicité des manuels, d'innombrables débats sur le stalinisme, de politisation de plus en plus forte de l'histoire suscitée par les conflits mémoriels qui opposent la Russie à certains pays – l'Ukraine, la Pologne et les États baltes en particulier – , que les discussions sur le retour à un manuel unique ont fait surface, sans que l'avis du gouvernement n'apparaisse jamais ni clair ni tranché.

Enfin, en 2013, après la réunion de commissions et de groupes de travail, une *Conception d'un nouveau standard méthodologique d'enseignement de l'histoire nationale* est rédigée sous l'égide de la très officielle Société historique russe⁵. Ce texte de 80 pages⁶ constitue le fondement sur lequel doit désormais s'appuyer le récit scolaire, sans qu'on en revienne à un manuel unique d'histoire. En lieu et place ont paru en 2016 trois séries de manuels, publiées par trois maisons d'édition différentes (Prosvechtchenie, Drofa et Rousskoe slovo) et comprenant chacune plusieurs volumes qui retracent l'histoire russe « des origines à nos jours ». On ne peut cependant parler de rupture totale entre les anciens et les nouveaux manuels, certains auteurs des anciens ayant participé à la rédaction des nouveaux.

En réalité, ce que les nouveaux manuels montrent, c'est l'état actuel de la politique historique russe. À l'intérieur d'un cadre dicté par le pouvoir, une certaine marge de manœuvre reste autorisée. Les trois séries présentent en effet des nuances dans leur description des événements historiques. Cela concerne tant le monde paysan au XVII^e siècle (dépeint comme harmonieux et solidaire dans une série de manuels, alors qu'une autre série pointe la dureté de la vie quotidienne des paysans et semble justifier les révoltes populaires) que le pacte germano-soviétique de 1939, plus ou moins fortement défendu selon les séries de manuels.

Demeure un fil directeur commun, issu des recommandations présentes dans la *Conception* : l'importance accordée à la continuité des « principales étapes de développement de l'État russe multinational », fondé sur les efforts communs de nombreuses générations de Russes. Comme l'indique la *Conception*, il s'agit d'éviter de souligner « les contradictions internes et les interprétations incompatibles au sujet des événements historiques, notamment ceux qui ont une signification primordiale pour certaines régions de Russie ».

⁵ *Koncepcija novogo učebno-metodičeskogo kompleksa po otečestvennoj istorii*. <https://historyrussia.org/>.

⁶ <https://historyrussia.org/images/documents/konsepsiyafinal.pdf>. Le groupe de travail chargé d'élaborer la nouvelle conception était présidé par Serguéi Narychkine, président de la Société historique russe. Plusieurs historiens russes connus en faisaient partie, notamment Alexandre Tchoubarian, ancien directeur et aujourd'hui directeur scientifique de l'Institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences de Russie.

« Ce qui nous unit »

Or cette nécessité de construire un récit collectif sans évoquer les « interprétations incompatibles » a un coût : celui, notamment, de passer sous silence le caractère impérialiste des conquêtes russes et les résistances des différentes populations intégrées à la Russie tout au long de l'histoire. En juin 2013, lors d'un entretien à la radio *Écho de Moscou*, l'historien et auteur de manuels Alexandre Danilov expliquait que, 22 ans après la disparition de l'URSS, le « pluralisme » qui régnait dans l'historiographie commençait à « créer des problèmes dans les régions ».

En effet, les manuels d'histoire régionaux allaient à l'encontre des « avis et des conclusions qui émanaient du centre » et laissaient émerger un « patriotisme local ». La « conservation de l'unité de notre pays » doit être placée au centre des manuels d'histoire, affirmait-il. Cette tâche peut être réalisée, ajoutait-il, en introduisant par exemple dans le récit scolaire un « héros national », qui serait mentionné en lien avec des événements « panrusses ». Lorsqu'un de ses interlocuteurs lui demanda que faire si les régions proposaient d'introduire des personnages ayant lutté contre leur intégration à la Russie, il répondit qu'ils ne seraient probablement pas introduits dans les manuels fédéraux, puisque, répéta-t-il, il s'agit avant tout de montrer « ce qui nous unit ».

On perçoit aisément dans la *Conception*, et donc dans les nouveaux manuels, une volonté de gommer les aspects sombres de l'histoire russe. Mais il s'agit également de réconcilier les points de vue antagonistes. C'est pourquoi les affirmations les plus outrancières présentes dans les manuels de tendance monarchiste, en particulier les diatribes à l'égard de l'Occident, ont disparu.

L'histoire russe est désormais présentée comme une partie intégrante du processus historique mondial, sur lequel la Russie – le « plus grand État multinational et multi-religieux au monde » – a exercé et continue d'exercer une influence considérable. Ainsi, les partisans d'une histoire patriotique peuvent être satisfaits, les nouveaux manuels ayant largement répondu aux injonctions venues d'en-haut : susciter chez les jeunes élèves de la fierté à l'égard de l'histoire russe.

Le marché du livre

Quant à ceux et celles qui s'opposent à la vision « patriotique » de l'histoire, ils peuvent se dire que le pire a été évité. En effet, dans les nouveaux manuels, Staline n'est pas réhabilité, ni les répressions staliniennes justifiées par des considérations supérieures. Telle est vraisemblablement la raison pour laquelle la publication des nouveaux manuels a suscité peu de

polémiques dans les médias russes, mettant ainsi peut-être un terme, en Russie, à la longue « guerre des manuels ».

Considérées pour l'instant comme les seules conformes à la *Conception*, ces trois séries de manuels sont régulièrement rééditées depuis 2016. Le marché des manuels d'histoire s'est donc certes considérablement rétréci en Russie, mais l'idée d'un retour au manuel unique, auquel une partie des historiens et des enseignants se sont toujours opposés, semble être abandonnée. Quant aux maisons d'édition des livres scolaires, elles ne s'en plaignent pas.

En effet, un manuel unique signifie des gains financiers pour une seule maison d'édition. Or la lutte entre les différentes maisons d'édition est féroce, le marché des livres scolaires étant, en Russie, très lucratif : les écoles achètent les manuels qu'ils choisissent sur une liste établie chaque année par le ministère de l'Éducation de la Fédération de Russie. Puis les manuels sont ensuite distribués gratuitement aux enfants. Et les critiques publiques faites à certains manuels, d'histoire ou d'autres disciplines – sur leur manque de patriotisme par exemple –, cachent une motivation parfois plus triviale : faire disparaître un concurrent sur le marché.

Publié dans lavedesidees.fr, le 13 juillet 2020.